

Où va la presse ? Blog, Jawad Rhalib

Que nous ne soyons pas d'accord avec des hommes politiques, quels que soient leurs opinions, leurs agissements, leurs positions, leurs convictions... que l'opinion publique condamne ces politiques aux gémonies pour crimes contre l'humanité, il n'en demeure pas moins que notre rigueur journalistique devra demeurer la règle fondamentale de notre métier, en dépit de la férocité « animale » de certains régimes politiques que nous pouvons avoir face à nous et des appels à la destitution, à la prison, à la guillotine lancés dans les rues de Washington, de Budapest, de Rome, de Vienne de Brasilia... semblables à ceux de la chasse aux sorcières en Europe (1560-1580) qui brûlait des femmes et leur supposé pouvoir, en invoquant Dieu le Père le tout-puissant. Ma spécialité de journaliste documentariste m'a toujours incité à la rigueur. Ce fut ma première préoccupation avant chaque investigation, chaque réalisation d'un documentaire... c'est d'ailleurs la règle chez des milliers de mes confrères à travers le monde. Mettre en lumière un évènement, le voir et le faire voir, l'expliquer au public avec l'absolue honnêteté, objectivité et exactitude... Qui, quoi, où, pourquoi, comment ? Si dans le documentaire de création, l'investigation est au service de la création avec un propos et un positionnement en faveur d'une cause, dans le reportage, les news, la presse écrite, la prise de position, le parti pris, le militantisme n'est pas du ressort du journaliste. Le militantisme est mal venu dans cette partie de notre métier, sauf quand il s'agit bien sûr de collaborer « ouvertement » avec un parti ou un homme politique par exemple. Les médias ont une influence sur les peuples et sur l'opinion publique et il n'y a aucune place à la propagande partisane, à la manipulation, qui malheureusement, nous priverait de notre liberté et nous soumettrait à tel ou autre parti politique, mouvance, influence... Les médias peuvent nous bourrer le crâne à leur guise, nous induire en erreur. Depuis son élection à la présidence brésilienne, Bolsonaro intrigue, dérange, interpelle. Devant la déferlante médiatique, en tant que journaliste, je me suis posé la question suivante : Et si je creusais de près ce qui s'écrit sur lui et essayais de déterminer le vrai du faux ? Et si je vérifiais les faits ? « fact checking ». J'ai chargé alors une de mes sources de travailler avec moi sur le sujet, de mener une enquête sur les réactions des médias face au nouveau leader brésilien. Cela tombait bien, le travail de fin d'étude de ma source, étudiant dans une fameuse université britannique portait sur cette thématique. L'arrivée de Bolsonaro est un énorme bouleversement dans le paysage politique brésilien, qui a connu une élite corrompue.

Nous nous sommes donc intéressé, au début, à quelques journalistes anti-Bolsonaro, bien sûr, puis petit à petit, la liste s'est resserrée pour se concentrer sur des articles d'une journaliste virulente vis-à-vis de Bolsonaro. Cette journaliste de l'Estado de Sao Paulo s'appelle Constança Rezende, la première journaliste à avoir publié des articles sur Flavio Bolsonaro, le fils de Jair Bolsonaro. Nous avons creusé, puis par chance, dans le cadre des recherches de mon étudiant, certifiées par l'université, la journaliste a accepté une interview téléphonique que nous avons enregistrée pour comprendre ses motivations. Au final, nous sommes ressortis avec un enregistrement qui dessine une image catastrophique des médias locaux et des institutions gouvernementales. Depuis décembre 2018, Flavio Bolsonaro - alors Député d'État de Rio de Janeiro, actuel Sénateur Fédéral et fils du président Jair Bolsonaro - a été au centre de plusieurs articles polémiques dans les médias brésiliens. Selon la couverture initiale, le « Conseil de Contrôle des Activités Financières » (COAF) du Brésil a publié un rapport détaillant des paiements suspects de 1,2 million de Reais versés entre 2016 et 2017 à

Fabricio Jose Carlos de Queiroz, le chauffeur de Flavio Bolsonaro. Assez rapidement, les reportages dans les médias ont été suivis par l'ouverture d'une enquête contre Flavio Bolsonaro.

La conversation enregistrée entre mon « étudiant » et Constança Rezende de l'Estado de São Paulo révèle quela véritable motivation derrière la couverture médiatique négative est celle de "ruiner" le président Jair Bolsonaro et de provoquer sa destitution. Cette étude de cas sur la façon dont les médias brésiliens partisans traitent l'information révèle qu'ils ne s'intéressent pas aux faits réels, mais utilisent simplement des histoires négatives, souvent inventées, sur la famille du président Bolsonaro, qui au passage a été élu démocratiquement.

Constança Rezende est en possession de documents non publics qui lui ont été divulgués illégalement par le COAF et a publié son premier article contre Flavio Bolsonaro sur base de documents rédigés par le COAF il y a plus d'un an. Pourtant, ils n'ont été divulgués qu'en décembre 2018, juste après les élections générales d'octobre et avant l'intronisation de Jair Bolsonaro en janvier 2019. Le moment choisi pour transmettre les documents du COAF aux journalistes brésiliens soulève de sérieuses questions. Notamment à qui profite cette sortie médiatique ? Ainsi que sur les motivations du COAF ?

Soyons clairs : je ne suis pas partisan de Bolsonaro, mais je trouve qu'utiliser le pouvoir des médias pour attaquer un Président à travers son fils est quand-même assez tordu et inacceptable pour le journaliste que je suis.

Voici donc la transcription et les audios de la conversation téléphonique que nous avons eue, le speaker étant mon étudiant:

1 – Rezende déclare résolument qu'elle n'écrit sur l'affaire Flavio Bolsonaro que afin de "ruiner" le président Jair Bolsonaro:

Rezende : And, we are, we are doing only this case, I think my life is destroyed, because...

Speaker: Hmm, Really?

Rezende: I only do that, I think one third days doing only this case, because, this case can compromated [compromise], can... are ruining Bolsonaro.

2 – Rezende craint que l'enquête sur Flavio Bolsonaro ne se concrétisera jamais, car dans ce cas il n'y aurait alors pas de « procédure de destitution » du Président Jair Bolsonaro:

Rezende: I think my biggest concern is that think that never will never happen something, about this investigation. It's a big frustration.

Speaker: Wow.

Rezende: For me.

Speaker: Yeah, I'm sure.

Rezende: Because I think it's a impeachment case.

Le COAF a divulgué illégalement des documents à Constança Rezende

3 - Rezende décrit comment des documents non publics concernant Flavio Bolsonaro lui ont été divulgués par le COAF:

Speaker: Can I just ask that you said it's like a financial thing, is that, it's, it's like a government organization, or it's like a private one.

Rezende: Government organization, government organization.

Speaker: Can I ask what is called?

Rezende: The name is COAF.

Speaker: CO?

Rezende: COAF, it's C-O-A-F

Speaker: COAF?

Rezende: COAF.

Speaker: Okay.

Rezende: Yes.

Speaker: And, I mean, have you spoken to them at all? Or they, like, did you request documents from them, or do you speak to people who work there? Or that's just like a public.

Rezende: Yes, I have these documents.

Speaker: It's documents that you, that were from.

Rezende: No. It's not public. But we, we have is not public but journalists here to, to receive for, from sources.

Speaker: Oh, wow.

Rezende: These, these documents, so, I have...

4 – Rezende assure que les documents sont authentiques et officiels :

Speaker: So, you like, know that the material that you're getting is real? Because you know that the person you're talking to.

Rezende: It's real, it's real.

Speaker: He's real? No, I'm not questioning.

Rezende: Yeah, I have the.

Speaker: I'm just saying like Because you know the person that you were talking to is.

Rezende: Yeah, okay.

Speaker: Honest.

Rezende: I have official documents so, I had no doubts because it's official, so.

Speaker: And like you said, one the groups that was groups that was going after him or the one that like, discovered the money one, COAF, I think you called it, if I could spell that correctly, COAF?

Rezende: Yes, yes, yes.

Speaker: So, like.

Rezende: Yes, COAF.

Speaker: Do you, I mean, do you think that they, like did they have this information before election and waited on it for some reason? Or like why did.

Rezende: Yes, yeah.

Speaker: They did?

Rezende: Yes.

Speaker: And so, then.

Rezende: Yes, they—yes, they have this document a year ago.

Speaker: Oh wow.

Rezende: So, they didn't—yes, I write about this, they didn't investigate this at all, and they wait for the election and after this, they start to investigate and listen people and look, asking more documents and do, start to do everything. But only after the election. Only after we write about the case because the case was stopped, they didn't do anything about these documents. So, they started to do, only now.